

DU TCHAD AU CAMEROUN : UN PAYSAGE SOCIOLINGUISTIQUE À L'ÉPREUVE DES CONFLITS ENTRE LANGUES OFFICIELLES !

Aziber ADOUM AZIBER
Université Adam Barka d'Abéché, Tchad
aziwaa@yahoo.fr

Résumé : À la faveur d'une politique linguistique qui assure la promotion du bilinguisme au Tchad et au Cameroun, le français est reconnu langue officielle. Dans ces deux pays, il partage son statut linguistique respectivement avec l'arabe et avec l'anglais. À cet effet, le français s'utilise comme une des deux langues de travail dans le domaine : administratif, scolaire, médiatique entre autres. Mais, par sa prédominance sur le secteur formel, celui-ci devient source des conflits linguistiques qui influent sur l'unité nationale et la cohésion sociale. En ce sens, l'objet de cette recherche est d'explorer des pistes qui pourraient conduire à une paix linguistique et sociale. Inscrite dans une perspective sociolinguistique, cette étude prend appui sur une enquête documentaire et une enquête de terrain. Comme telle, elle se penche sur les facteurs, les formes de ces conflits, leurs conséquences et aboutit à des suggestions.

Mots-clés : bilinguisme, prédominance, manifestations, conséquences, résolution.

ON CHAD TO CAMEROON: A SOCIOLINGUISTIC LANDSCAPE PUT TO THE TEST BY CONFLICTS BETWEEN OFFICIAL LANGUAGES!

Abstract: Thanks to a language policy that promotes bilingualism, in Chad and Cameroon, French is recognized as an official language. In these two countries, it shares its official language status with Arabic and English respectively. To this end, French is used as one between two of the working languages in the field: administrative, school, media among others. But, by its predominance over the formal sector, the latter begin a source linguistic conflict which influence national unity and social cohesion. The purpose of this research is to explore avenues that could lead to linguistic and social peace. Inscribed in a sociolinguistic perspective, this study is based on a documentary survey and a field survey. As such, it examines the factors, the forms of these conflicts, their consequences and leads to suggestions.

Keywords: bilingualism, prevalence, manifestations, consequences, resolution.

Introduction

La problématique des conflits linguistiques fréquemment en étude dans le domaine sociolinguistique a favorisé plusieurs réflexions et alimenté plusieurs travaux. Certains de ces travaux se sont focalisés sur l'approche microsociolinguistique (Majilla 2008, Ntahonkiriye 1999), tandis que d'autres convergent vers l'approche macrosociolinguistique (Manzano 2003, Alhabet 1998, Aziber 2021, Biloa 2007, Bouthillier et Meynaud 1972, Gamassu 2007, Calvet 1999). Ainsi, la notion de conflits linguistiques fait suite à celle de diglossie (Ferguson 1959, Fishman 1965, Prudent 1981) alors en vogue dans le domaine des contacts des langues. En effet, le terme de conflits linguistiques fait référence à un antagonisme, à une discordance entre les langues présentes dans un même espace social. Il constitue une

mise à l'épreuve de deux ou plusieurs entités linguistiques et par-delà elles, deux groupes sociaux, linguistiquement différenciés puisque les langues ne sauraient se restreindre à des simples instruments d'interaction sociale et dépourvues de tout attachement identitaire, anthropologique, ethnologique et extérieures à la personnalité. Ainsi, dans un contexte de conflit, les langues passent sans grande surprise pour symbole de la domination politique, économique, sociale et culturelle.

Il y a conflit linguistique quand deux langues clairement différenciées s'affrontent, une comme politiquement dominante (emploi officiel, emploi public) et autre comme politiquement dominée. Les formes de la domination vont de celles qui sont clairement répressives [...] jusqu'à celles qui sont tolérantes sur le plan politique et dont la force répressive est essentiellement idéologique [...] Un conflit linguistique peut être latent ou aigu, selon les conditions sociales, culturelles et politiques de la société dans laquelle il se présente.

Kremnitz (1981) cité par Ntahnkiriye (1999, p. 93)

Les conflits linguistiques émanent d'un ensemble de situations extralinguistiques et traduisent une implication sociale, politique, anthropologique dans le rapport de force qui oppose les langues antagonistes. Latents ou aigus, ceux-ci font part de la gestion du patrimoine linguistique de la société par le pouvoir public. En ce sens, ils permettent de s'apercevoir du rendement de la politique linguistique. Compte tenu des considérations idéologiques, politiques, sociales, économiques, culturelles entre autres qui les entourent, les conflits linguistiques de nos jours s'imposent de plus en plus comme un véritable sujet de société qui mobilise tant de ressources et fait couler tant d'encre et de salives. Ainsi, au Tchad comme au Cameroun, la question du rapport conflictuel entre les langues, au regard des conséquences qui en découlent apparaît dans les politiques de société comme une des priorités des pouvoirs publics. Elle s'inscrit dans le vaste champ de politique de société et anime quotidiennement la scène publique. Celle-ci fait la une de la presse écrite, des radios et télévisions et s'impose dans les conversations des réseaux sociaux ainsi que les publications des médias en ligne. Des cadres de réflexions sur le sujet et des commissions devant permettre une résolution rapide et pacifique des conflits sont çà et là mis en place.

Au regard des énergies déployées pour la circonstance, quelques questions s'imposent. Qu'est-ce qui engendrent les conflits linguistiques au Tchad et au Cameroun ? Comment se manifestent-ils ? De quelles conséquences sont-ils ? Quelles peuvent en être les solutions ? D'emblée, l'on dirait que les conflits linguistiques au Tchad et au Cameroun seraient motivés par des considérations politiques, idéologiques, culturelles entre autres. Ils se manifesteraient par une compétitivité linguistique, un climat social tendu, un antagonisme entre différentes cultures, une intense activité politique ayant en toile de fond des questions linguistiques. Ces conflits seraient d'un effet véritablement malencontreux perceptible tant dans le domaine politique, social, linguistique, etc. La résolution des conflits linguistiques au Tchad et au Cameroun passerait nécessairement par une action conjuguée des chercheurs et Hommes de science, des décideurs politiques, bref de la contribution de la société dans son ensemble. Dans le présent article, nous aborderons d'abord les facteurs motivants, ensuite nous procéderons à une description des signes indicateurs de conflits, puis nous mettrons en lumière les conséquences découlant desdits conflits. Pour finir, nous nous pencherons sur les propositions à préconiser. Une

enquête de terrain soutenue par une enquête documentaire constituera le support méthodologique qui prendra en charge cette étude inscrite dans le vaste champ de la sociolinguistique.

1. Le cadre méthodologique

Notre analyse quantitative et qualitative prend appui sur des données issues d'une enquête documentaire et d'une enquête de terrain. Les données de terrain sont extraites de notre Thèse de Doctorat Ph/D soutenue et intitulée : les Conflits Linguistiques en Afrique : essai d'étude comparée des situations sociolinguistiques du Tchad et du Cameroun. En effet, l'enquête de terrain est rendue possible grâce au questionnaire, à l'interview interactive et à l'observation des pratiques linguistiques. Ainsi, l'interview a permis des entretiens (enregistrés) sur le sujet avec des personnes ressources au Tchad et au Cameroun choisies pour leur expérience professionnelle. Le questionnaire pour sa part a servi de moyen d'échange par écrit avec des informateurs dans notre site d'investigation. Nous avons à cet effet tenu compte des consignes d'usage pour réaliser l'enquête sociolinguistique. Les personnes interrogées ont été informées sur l'objet de l'interaction ce, pour s'assurer de la fiabilité des données fournies de même elles ont été assurées de la confidentialité de leur intervention. Les enregistrements ont par la suite été transcrits au moyen du logiciel keyman desktop 8.0, puis sélectionnés en fonction de leur pertinence et intégrés dans la démonstration. L'observation des pratiques linguistiques a été réalisée dans les villes de N'Djamena, Abéché, Mongo, et Moundou au Tchad et de Yaoundé, Douala, Buea et Maroua au Cameroun. Dans toutes ces villes, nous avons effectué des déplacements vers les lieux de services et de formation notamment des locaux des ministères, des palais de justice, des hôpitaux, des centres culturels, des médias, des banques, des services des assurances, des structures de formation scolaire et universitaire entre autres.

2. Les facteurs motivant des conflits linguistiques

Au Tchad comme au Cameroun, la présence d'une diversité d'entités linguistiques apparaît comme une situation propice à l'émergence des conflits. Étant entendu que les langues portent en elles une dimension à la fois politique, sociale, culturelle, anthropologique, économique et idéologique, elles conduisent sans grande surprise à des tensions. Bien qu'elles restent avant tout des instruments d'intégration sociale et identitaire, celle-ci recouvrent sans conteste une diversité de considérations extralinguistiques particulièrement expressives de conflits. En effet, la promotion inégale des langues induisant à une dichotomie langues dominantes/langues dominées est de toute évidence déclencheur d'un litige entre les langues. Celle-ci oppose les langues officielles entre elles et prend sa source du contact des langues, des peuples, des idéologies, des cultures et des civilisations car : « la langue, il est vrai, n'est pas un instrument vide et innocent : elle véhicule des valeurs qui peuvent la faire accepter ou rejeter, selon les communautés » (Al-Mouna, 1998, p.15). Elle est porteuse des considérations qui influencent sur les conditions de son adoption par une société. Les conflits linguistiques au Tchad et au Cameroun sont alimentés par une pluralité de causes et restent motivés par une diversité de facteurs. Au rang de ces éléments se présentent des raisons politiques, culturelles, idéologiques, entre autres. Au Tchad en particulier, ces conflits trouvent leur raison d'être dans des faits aussi bien historiques qu'idéologiques. En effet, le français et l'arabe aujourd'hui en usage dans le secteur formel se présentent comme la conséquence de deux faits

historiques que le pays a connu dans un passé lointain. La langue française reste un héritage colonial alors que l'arabe demeure le vestige des caravaniers arabes venus d'Orient pour s'installer sur le territoire national il y a plus de dix siècles et qui trouvent aujourd'hui une place à part entière dans la composante linguistique et ethnique du Tchad. Ainsi, ces deux langues représentent deux visions du monde distinctes. Le français porte en lui la vision du monde occidental tandis que l'arabe véhicule celle du monde oriental. Ces langues ont en ce sens établi un rapport tendu dès les premières heures de leur contact. « L'histoire a fait que le Tchad a hérité de deux langues internationales : d'abord l'arabe et ensuite le français. Au lieu que cet héritage soit transformé en atout, malheureusement il est devenu une pomme de discorde, un sujet de conflit » (Alhabo, 1998, p. 74). Il laisse déchaîner les passions au motif que les uns sont favorables pour telle langue et les autres pour telle autre. Comme tel, il se développe des proximités aux langues suivant les attitudes et les représentations. La langue française et la langue arabe font l'objet des préjugés et restent sujet à des stéréotypes de toutes sortes. Au Tchad comme au Cameroun, les conflits linguistiques restent profondément motivés par des raisons politiques. La promotion du bilinguisme mise en œuvre par les pouvoirs exécutifs est jugée partisane par certains citoyens. Ce jugement participe à crispier la relation entre les langues officielles qui se trouvent placées soit en situation de langue dominée soit en situation de langue dominante. Il conduit parfois à des excès intolérables qui mettent à mal même les principes sacrés de l'unité, de la stabilité et de la paix du pays. Les considérations politiques qui s'invitent dans la gestion de ces langues apparaissent alors comme l'un des facteurs qui ravivent les conflits. Elles induisent à des multiples revendications populaires à sous-bassement politique portant sur les langues officielles.

Durant plus d'un siècle (60 années de période coloniale et 40 années d'indépendance), il a été suffisamment démontré que plus de la moitié de la population tchadienne refuse l'usage exclusif de la langue française. S'obstiner à vouloir leur imposer uniquement cette langue, c'est chercher à les confiner dans un « espace symbolique » et donc les marginaliser dans leur propre pays. Cette exclusion de fait d'une partie de la population tchadienne est de nature à créer, comme on l'a déjà vu dans un passé récent, les conditions favorables pour l'explosion des différents conflits.

Alhabo (1998, p.74)

L'usage du français apparaît en ce sens comme une preuve de servitude à l'ancienne puissance coloniale. Le français se trouve assimilé à une forme de soumission et devient comme tel sujet à toutes les stigmatisations. Dans un tel contexte, lui accorder un statut officiel de premier ordre c'est susciter dans l'esprit de beaucoup de tchadiens un sentiment de frustration. Ce qui explique les multiples débats sur la problématique de l'officialisation des langues. L'enjeu politique dans la détermination des choix linguistiques se mesure dans cette opposition qui se lit entre arabophones et francophones et au pire des cas entre Nordistes et Sudistes, Chrétiens et Musulmans. En effet, « la question du bilinguisme au Tchad doit être traitée sous ses aspects conflictuels, qui sont politiques et confessionnels. Cela résulte malheureusement de la guerre civile qui a réussi à fixer la contradiction fondamentale en terme Nord/Sud, musulman/chrétien » (Hourmadji, 1998, p.101). Au Tchad comme au Cameroun, le sujet est d'une telle sensibilité qu'il contraint le pouvoir public à réajuster de temps à autre sa politique linguistique. Des questions

géopolitiques portant sur le droit à l'égalité de chance conduit à développer des stratégies dont l'objectif est de contenir les conflits entre les langues officielles des deux pays. Au plan purement linguistique, il s'établit une compétitivité entre les langues antagonistes. Cette compétitivité pour sa part exprime un rapport de force conduisant les langues à affirmer leur prééminence. « Le fait que, de façon régulière, de moins en moins de langues soient parlées dans des territoires de plus en plus vastes, semble confirmer la prééminence attribuée aux langues prioritaires » (Mackey, 1976, p.16). Cette distinction entre langue prioritaire/langue marginale, langue dominante/langue dominée nourrit dans la société une dualité entre les langues. Elle développe dans l'esprit du locuteur une forme de complexe qui influence ses préférences linguistiques lors de la communication. Ce qui explique que le secteur formel soit dominé par une coloration linguistique particulière. Certes d'un même statut, les langues officielles entretiennent un rapport tendu à travers le phénomène de prééminence.

3. Manifestations des conflits linguistiques

Au Tchad comme au Cameroun, les conflits linguistiques présentent des signes divers et variés qui participent à leur expression. Ils sont indicateurs d'un ensemble d'éléments qui permet de les rendre perceptibles et détermine la forme qu'ils prennent dans la société. Ainsi, en fonction des raisons qui les alimentent, les conflits linguistiques apparaissent caractérisés par des colorations politiques, sociales, culturelles, linguistiques, entre autres. En effet, le français se montre prédominant dans les conversations officielles aussi bien au Tchad qu'au Cameroun. Au Tchad, il prend le dessus sur l'arabe tant dis que qu'au Cameroun, c'est face à l'anglais qu'il exprime sa prééminence. Il est à cet effet admis comme langue majeur puisqu'il monopolise toutes les communications. Dans les institutions administratives, scolaires, médiatiques, celui-ci fait prévaloir son poids. Ce qui transparait dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Répartition des travailleurs par langue (s) parlée(s) au service

Pays	Langues parlées	Pourcentage
Tchad	Français	75%
	Français et arabe	20%
	Arabe	5%
Cameroun	Français	62%
	Français et anglais	26%
	anglais	12%

Source : les Conflits Linguistiques en Afrique : essai d'étude comparée des situations sociolinguistiques du Tchad et du Cameroun.

Les résultats exprimés dans le présent tableau indiquent une nette prédominance du français dans le domaine officiel. Ainsi au Tchad, la langue française s'emploie de façon exclusive à hauteur de 75% et au Cameroun à hauteur de 62%. L'arabe au Tchad et l'anglais au Cameroun pour leur part s'utilisent respectivement à hauteur de 5% et de 12%. Considéré comme première langue d'interaction verbale, le français s'emploie de façon prioritaire, tant dans l'expression écrite qu'orale. Entre collègues ou entre demandeurs et prestataires de service, la langue française se trouve utilisée comme outil d'échange verbal privilégié réduisant

l'arabe au Tchad et l'anglais au Cameroun à des langues d'usage secondaire. Elle s'impose dans certaine circonstance comme unique langue de travail.

J'ai décidé d'apprendre le français après ce que j'ai vécu quand j'étais étudiant. Je me suis rendu à une banque de la place pour une transaction, mais grande était ma surprise lorsqu'après avoir sillonné tous les services afin de présenter mes doléances, le chef d'agence me reçoit comme pour m'être utile, me regarde droit dans les yeux et me dit : vous ne parlez pas français et vous venez à la banque pour faire quoi ? Je lui réponds sagement pour un versement. À l'issue de notre échange, j'ai fini par comprendre que pour lui comme pour tous les agents de cette banque l'instruction rime avec maîtrise du français. Alors que j'étais étudiant en 4^{ème} année d'économie à l'Université au Soudan, j'étais réduit ce jour-là à un analphabète faute d'usage du français. Ce qui a semblé pour moi comme un défi et je me suis dit le français devient au Tchad un impératif.

Aziber (2021, p. 135)

Le français affiche sans conteste sa prééminence et se distingue ainsi comme principal outil d'interaction verbale. En ce sens, il s'établit un rapport de compétitivité entre les langues officielles dans le secteur formel. Le milieu des activités officielles devient le terrain où viennent exprimer leur divergence, des langues à statut égal mais à considérations sociales différentes. Cette compétitivité à la recherche de visibilité est pour sa part expressive d'un conflit entre les langues officielles tant bien au Tchad qu'au Cameroun.

Je suis affecté à une division comme chef de service. Chaque fois que je produis un rapport à mon supérieur en anglais qui est ma langue de scolarisation, il me demande gentiment de le lui résumer en français. Et si je tente de m'opposer à l'idée de le faire moi-même, je me trouve contraint par un ordre de la hiérarchie. À force d'essayer, je parviens à traduire mon texte.

Aziber (2021, p.161)

Langue de scolarisation pour les uns et seconde langue de travail pour les autres, la langue française s'impose ainsi dans l'environnement linguistique des administrations publiques et privées du Cameroun. Étant donné le nombre de ses locuteurs, elle s'emploie comme première langue de travail dans le secteur formel. En raison de sa prédominance, son usage devient parfois un impératif pour les diverses demandes et prestations de service. Le conflit entre langues officielles se manifeste également au plan social. En effet, entre communautés linguistiques se développe des attitudes, des préjugés, des stéréotypes et des représentations qui donnent à voir une forme de litige entre les langues et par extension entre les communautés linguistiques distinctes. D'appartenance linguistique différente, les locuteurs se livrent à des jugements et adoptent des comportements vis-à-vis des langues en conflits. Ainsi entre francophones et arabophones au Tchad et entre francophones et anglophones au Cameroun, le climat est le plus souvent tendu :

En avril 1997, dans une des banques de la place, j'attendais de me faire introduire chez le directeur général quand la secrétaire, une christiano-animiste [...] voyant un de ses collègues arabo-musulmans passer, lui adresse un mot gentil en arabe. Alors, celui-ci lui demande d'aller perfectionner son arabe avant de lui adresser la parole. La secrétaire s'énerve et ne tarit plus d'insultes sur son collègue, mais cette fois-ci, en français.

La distance entre francophones et arabophones est perceptible dans ces rejets quasi quotidiens. Dans les rouages de l'administration publique, la tension monte le plus souvent pour usage de telle ou telle langue. Même s'il convient d'admettre que des efforts sont en train d'être de mieux en mieux fait pour un rapprochement entre les communautés, il reste incontestable que la situation fait penser à un conflit. « Le conflit linguistique peut être perçu au Cameroun à différents degrés, le degré le plus élevé étant le conflit qui oppose la langue anglaise à la langue française » (Bilola, 2007, p. 79). Celui-ci s'impose comme sujet d'actualité nationale et nourrit tous les débats. Du simple citoyen aux autorités exécutives, la question de la dualité entre le français et l'anglais se montre préoccupante.

[...] la cohabitation des populations d'expression anglophone avec leurs compatriotes Francophones a généré, au cours des années, de nombreux conflits. A la longue et de façon intime, ces deux groupes linguistiques se sont identifiés chacun à la langue européenne qu'il représente, si bien que le contact entre le français et l'anglais est aujourd'hui au Cameroun source de tensions politiques. L'élite anglophone se sent tellement dominée de la part de leurs pairs d'expression francophone, qu'une grande partie de cette élite souhaiterait le retour au fédéralisme [...].

Bilola (2007, p. 74)

Il se présente ainsi un climat délétère entre francophones et anglophones. En raison de la visibilité et du poids du français dans le secteur officiel, il se développe des attitudes et des représentations qui donnent à voir une forme de frustration notamment de la part des locuteurs de la langue anglaise. On assiste à des jugements parfois tumultueux qui expriment l'effectivité d'un conflit linguistique. Les langues officielles passent ainsi pour objet de conflits entre des communautés que seule la langue de travail distingue. Elles restent distantes l'une de l'autre et font prévaloir un climat de méfiance qui pour sa part est expressif d'un véritable litige. Généralement intégré dans ce qu'il est convenu d'appeler le problème anglophone, le contentieux entre le français et l'anglais présente des signes clairement perceptibles dans le secteur officiel. Au Tchad comme au Cameroun, le conflit entre langues officielles de par ses manifestations multiples et variées est d'un effet malencontreux. Il influe sérieusement sur la cohésion sociale et conduit à s'interroger sur le sens de l'unité nationale.

4. Les conséquences des conflits linguistiques

Des relations conflictuelles entre les langues officielles au Tchad et au Cameroun découlent des conséquences plurielles. Ces conséquences affectent tout autant le locuteur, la communauté linguistique que la nation dans son ensemble. Ainsi, dans le secteur formel, le français passe pour principale langue d'interaction verbale. Il monopolise l'environnement linguistique tant dans l'administration que dans les structures scolaires et universitaires. Celui-ci nourrit une proximité avec l'autorité exécutive qui trouve en lui la langue la plus pratique pour la gestion de la chose publique. Le français se distingue comme tel par son poids et arrose de son influence toute la communication officielle. Pour les prestations de service de toutes sortes, la langue en usage reste quasiment le français. Celui-ci s'emploie notamment pour la rédaction des textes administratifs, les enseignes, les formulaires entre autres.

L'arabe au Tchad et l'anglais au Cameroun interviennent dans ce contexte que pour les traductions. Ce qui leur donne un statut presque de seconde langue officielle.

Sur le plan linguistique, le français a très vite dominé le paysage politique et administratif tel qu'il ressort du fait que la majorité des textes officiels, lois, décrets, arrêtés, décisions, lettres circulaires et notes de service sont presque toujours conçus et rédigés en français et ne sont quelquefois traduits en anglais qu'après coup. Ceci est particulièrement le cas lors des différents concours d'entrée à la Fonction Publique où les épreuves sont d'abord conçues en français puis traduites en anglais, avec pour conséquence le fait que la version anglaise de ces épreuves n'est généralement qu'une approximation de la version française originale [...]. Aujourd'hui encore et en dépit de l'existence de quatre décennies de bilinguisme officiel, l'anglais reste encore relégué au second plan et pratiquement absent de certaines sphères de la vie socioprofessionnelle telles que l'armée [...] Cette situation génère de la part de la communauté anglophone un sentiment de marginalisation. Certains Camerounais d'expression anglophone ont même le sentiment que le français leur est imposé à tout prix, au détriment de l'anglais. L'un des exemples les plus parlants, souvent mis en avant par les activistes anglophones, est celui de la SONARA [...] une société parapublique située à Limbe en zone anglophone et qui emploie en majorité des Francophones, et où la langue de travail est presque exclusivement le français.

Bilola (2007, pp. 79-80)

En raison de sa proximité avec l'élite politique, le français marque une réelle emprise sur tout le paysage administratif. A cet effet, l'égalité à laquelle prétend la législation en vigueur n'est pas effective. Le français devient donc un critère de discrimination qui donne de l'avantage à la communauté francophone au travail passant ainsi pour meilleur moyen d'insertion professionnelle. Dans le secteur privé, les entreprises de la place sont majoritairement des institutions francophones. En ce sens, les appels d'offre et les opportunités d'affaires se passent quasiment en français. Le français s'empare de l'environnement linguistique formel et devient la condition qui donne accès au privilège de l'administration publique et privée. Langue des élites, sa maîtrise semble offrir un avantage latent et inavoué. Dans le domaine scolaire, on observe une meilleure maîtrise du français chez les élèves des établissements bilingues comparativement à leur deuxième langue de formation. L'arabe au Tchad et l'anglais au Cameroun restent comme telles des langues marginales. Ce qui s'apprécie dans le tableau 2.

Tableau 2: Répartition des élèves bilingues par niveau de maîtrise de langue(s) parlée(s)

Langues parlées	Appréciation	Pourcentage par pays	
		Tchad	Cameroun
Français	Correctement	27%	30%
	Moyennement	21%	18%
	Difficilement	10%	9%
	Pas du tout	0%	0%
Arabe	Correctement	17%	
	Moyennement	19%	
	Difficilement	6%	
	Pas du tout	0%	
Anglais	Correctement		15%
	Moyennement		23%
	Difficilement		5%
	Pas du tout		0%

Source : les Conflits Linguistiques en Afrique : essai d'étude comparée des situations sociolinguistiques du Tchad et du Cameroun.

De ces statistiques, l'on apprend que les élèves bilingues du Tchad et du Cameroun n'ont pas tout à fait une maîtrise des deux langues d'enseignement. En effet, au Tchad ces élèves parlent correctement la langue arabe à hauteur de 17%, moyennement à hauteur de 19% et difficilement à 6%. Au Cameroun, les élèves des établissements bilingues pratiquent l'anglais correctement à hauteur de 15%, moyennement à 23% et difficilement à 5%. Le français pour sa part se parle par les élèves des institutions scolaires bilingues du Tchad et du Cameroun respectivement à hauteur de 27% et de 30% correctement. Moyennement, ces élèves parlent le français à 21% au Tchad et à 18% au Cameroun ; difficilement, ils se servent de cette langue à un niveau de 10% au Tchad et de 9% au Cameroun. C'est dire que le bilinguisme dans le milieu scolaire peine à être une réalité effective. Avec une disparité de pourcentage, les deux langues ne sont pas véritablement pratiquées par les locuteurs sensés les utiliser de façon simultanée. L'écrasante majorité des élèves dits bilingues restent accrochés à une langue ou à une autre. S'ils sont jugés très bons dans une langue, leur prestation dans la seconde ne l'est pas autant. Elle est moyenne voire peu appréciable. Difficile dans une telle situation de parler d'un bilinguisme comme pratique individuelle. Ce bilinguisme continue à demeurer un objectif à atteindre généralement même en fin de cycle. Le paysage linguistique scolaire reste alors caractérisé par la prédominance du français sur l'arabe au Tchad et sur l'anglais au Cameroun. On s'aperçoit donc d'une pratique sociale qui consiste à faire la promotion du français plus que celle de toute autre langue. La prédominance du français dans le secteur formel est par ailleurs source de tension sociale. Ainsi, la cohabitation entre francophones et arabophones au Tchad et francophones et anglophones au Cameroun est indicatrice d'un conflit linguistique.

Le bilinguisme officiel institué par l'État depuis l'indépendance avait pour but de promouvoir l'intégration nationale, préserver la paix sociale, assurer le respect des droits Constitutionnels, et favoriser le développement socio-économique du pays. [...] Paradoxalement, la cohabitation des populations d'expression anglophone avec leurs compatriotes francophones a généré, au cours des années, de nombreux conflits.

Biloa (2007, p.74)

Jugée partielle, la gestion du bilinguisme par les pouvoirs exécutifs conduit à des conférences, des festivals, des marches pacifiques, des caravanes si elle ne se solde pas par des soulèvements populaires visant à dénoncer l'emprise d'une communauté linguistique quelconque sur les affaires publiques. On y égrène en ce sens des revendications multiformes qui mobilisent toute une communauté linguistique. La rivalité entre langues officielles par-delà l'opposition entre langues favorise une opposition entre communautés linguistiques. Des grognes sociales à origine linguistique émaillent le plus souvent la vie sociale. Les faveurs accordées à une langue au détriment de l'autre occasionnent à cet effet des malaises sociaux.

Aux yeux des Anglophones [...] les Francophones ont une main mise sur l'ensemble des secteurs de la vie publique, à savoir l'administration, la politique, l'économie et les médias. Cette situation crée un sentiment de frustration et de marginalisation qui débouche sur des formes de résistance et de nationalisme [...].

Biloa (2007, p.79)

En outre,

[...] la question de la langue est au cœur du problème de la minorité anglophone au Cameroun. En effet, les anglophones, qui représentent environ 20% de la population s'auto-catégorisent et s'identifient comme un groupe minoritaire, victime d'exclusion, marginalisé sur le plan politique, et économiquement exploité par les francophones numériquement en majorité.

Ngamassu (2007, p. 149)

Il se développe ainsi des représentations sociales qui conduisent à des jugements divers et variés. Les uns et les autres se font des constructions mentales qui participent à crispier le climat social. On assiste en effet à de véritable phénomène de société qui inquiète au plus haut niveau des instances de décision. Les conflits linguistiques par leur excès et par le tempérament extrémiste des communautés s'imposent de nos jours comme une question qui met à mal la cohésion sociale. Partis comme une simple recherche de l'égalité entre langues officielles, ces conflits semblent de plus en plus se défaire de la question linguistique et affectent la cohabitation sociale. Ils prennent des proportions assez inquiétantes eues égard à leurs impacts sur l'unité nationale. Initialement présentés comme une simple antinomie sur base de différences linguistiques, la question conflictuelle entre langues officielles passe pour dépasser les limites d'un contentieux linguistique ordinaire.

Conscient des difficultés qu'ils occasionnent, les conflits linguistiques au Tchad et au Cameroun requièrent une recherche de solution. Ces solutions peuvent se situer à différents niveaux et impliquent un grand investissement des toutes les composantes sociales de la nation.

5. Contribution pour des paysages sociolinguistiques apaisés

Pour parvenir à la résolution des conflits linguistiques et en raison des conséquences ci-haut évoquées, il nous a paru judicieux d'adopter une position neutre vis-à-vis des différents protagonistes. Nous estimons à cet effet que c'est une chance pour le locuteur et même pour sa société que la diversité linguistique offre une multi possibilité de communiquer et accroît les chances d'accès à tous les domaines de la vie professionnelle. « Quand les langues cohabitent pacifiquement et s'enrichissent mutuellement, les mentalités qu'elles façonnent ne tardent pas à leur emboîter le pas » (Amara, 2010, p. 124). Ainsi, il apparaît sans conteste que la pluralité linguistique encadrée constitue un atout puisqu'elle donne tant au locuteur qu'à la société dans laquelle il se trouve des possibilités multiples d'intégration et d'ouverture sur le monde. Au-delà de l'esprit de cohabitation pacifique qu'elle favorise, elle devient un facteur d'enrichissement et de développement personnel et social. Toutefois, il importe de souligner que la pluralité linguistique requière une politique rigoureuse et emprunte des réalités socioculturelles du milieu du locuteur. Laquelle politique se doit de garantir à chaque langue le droit à l'existence de même celle-ci se doit d'être soutenue par une planification scientifique qui œuvre en faveur d'une vision démocratique du rapport état/langues ou plus généralement du rapport langue/société. Dans un contexte de pluralité linguistique en effet, les locuteurs et plus largement les communautés linguistiques auraient tout à gagner s'ils font prévaloir un esprit de dynamisme, d'ouverture et de tolérance et s'ils permettent aux langues d'intégrer le projet d'éveil et de prise de conscience collective. Ce qui participera à donner des résultats ressentis tant sur le plan politique, social, culturel, économique, entre autres.

Pour accompagner la politique du bilinguisme officiel [...], la recherche et l'enseignement devraient s'impliquer fortement. Leur apport, dans une logique interventionniste, consisterait à analyser et à interpréter les discours sociaux, les représentations, les pratiques linguistiques et les clichés qui sont des freins pour une bonne implantation du bilinguisme.

Eloundou (2021, p.76)

Ainsi, par leur apport multiforme, les productions scientifiques permettront de creuser les réflexions pour une recherche des solutions efficaces et durables des conflits linguistiques. À travers les ouvrages, articles, communications scientifiques, mémoires, thèses, entre autres émergeront des pistes de solution pour une prise en charge des conflits qui n'ont que trop duré. Lors des colloques, des séminaires, des ateliers scientifiques divers et variés portant sur le sujet, plusieurs initiatives pourraient surgir et qui favoriseront une recherche des solutions. D'ailleurs, « toute analyse de la langue faite dans une perspective politique mais sans tenir compte des enseignements de la linguistique risque de demeurer superficielle et de passer à côté des vraies questions » (Bouthillier & Meynaud, 1972, p. 79). C'est pourquoi nous appelons à plus d'engouement sur la question dans les universités, les écoles d'enseignement supérieur, les instituts et centres de recherche. Notre engagement se veut un appel pour plus de débat, d'analyse, de commentaire sur la cohabitation linguistique en général et sur la cohabitation linguistique conflictuelle en particulier. Dans les annales, les revues, les cahiers périodiques, le sujet permettra une brillante animation. Sur la toile, les ondes des radios et télévisions, ou dans les pages de la presse écrites, l'élite intellectuelle du Tchad et du Cameroun pourrait se saisir de la

question afin d'apporter son éclairage sur les facteurs motivants, les caractéristiques, les manifestations, les effets désastreux du contentieux entre les langues présentes dans le secteur formel. Au plan politique, les pouvoirs publics sont interpellés pour une résolution efficiente des conflits qui n'ont que trop duré. Au Tchad comme au Cameroun, sont définies et mises en œuvre des politiques linguistiques qui réglementent la présence des langues officielles dans le secteur formel, mais au regard du rendement de ces politiques, l'on est en droit de s'interroger sur les résultats obtenus plus de six décennies après. À cet effet, nos propositions adressées aux pouvoirs exécutifs s'échelonnent à deux niveaux : le court terme et le moyen et le long terme.

À court terme, notre combat œuvre en faveur d'un bilinguisme effectif dans le secteur administratif. En ce sens, des efforts devront être conjugués pour parvenir à l'usage simultané des deux langues dans toutes les formes de communication. Une telle initiative se traduit par un bilinguisme à la fois comme pratiques individuelles et comme interaction sociale. Ce qui permettra un meilleur rapprochement entre les différentes communautés d'une part et une cohabitation linguistique réussie d'autre part. Pour l'atteinte de cet objectif, il est nécessaire d'organiser des sessions régulières de renforcement des capacités linguistiques des agents des services publics de même, initier des programmes de formation conçus pour la circonstance ; lesquels intègrent des modules adaptés aux besoins de l'agent. Sinon, organiser des stages de perfectionnement linguistique de façon continue. Pour les cadres et agents dans le secteur de la justice, l'armée, la santé, les médias, entre autres disposer d'une initiative permettant l'usage volontaire des deux langues. En plus des services d'interprétariat et de traduction déjà implantés et qui méritent tout de même d'être améliorés, il est plus pratique de disposer dans les budgets des différentes institutions d'une ligne prévue pour la formation continue en langues pour l'ensemble des travailleurs. Dans les services ne disposant pas encore d'unité de traduction et d'interprétariat, il faut s'activer alors à les en doter. Par des méthodes diverses et variées et surtout adaptées aux réalités de l'agent, il faut contraindre celui-ci à s'approprier la pratique du bilinguisme. « Car il ne suffit pas de traduire [...] les affiches et pancartes dans les services administratifs pour mettre en œuvre le bilinguisme » (Alhabo, 1998, pp. 76-77). Le bilinguisme suppose un usage conscient et raisonné des deux entités linguistiques dans diverses situations de communication. Il ne devient effectif qu'à travers des méthodes coercitives qui poussent agents et demandeurs de service à l'emploi alterné des deux langues officielles. Le bilinguisme effectif, par son caractère utilitaire assure une égalité entre les deux langues et participe à contenir la prééminence qu'impose une langue sur une autre dans le secteur formel. Par une telle approche, l'on parviendra à une égalité de chance entre locuteurs des différentes langues et par conséquent à un début de résolution des conflits linguistiques.

En outre, il serait bénéfique de miser sur les centres de formation linguistique à travers une politique de promotion et de subvention de l'entrepreneuriat linguistique. Ainsi, l'on parviendra à la vulgarisation du bilinguisme. Dans le même registre, initier des projets de création des centres linguistiques à caractère étatique à coût réduit et accessibles aux citoyens partout où ils se trouvent. Ces centres spécialisés disposeront des programmes adaptés qui encouragent la pratique du bilinguisme dans toute sa plénitude. Pour le moyen et le long terme, nos propositions visent l'organisation d'un enseignement véritablement bilingue dans la durée. À cet effet, il est impératif de procéder à une planification des besoins en matière de

bilinguisme dans le long terme. Ce qui impose une étude dont l'objectif est de quantifier et de déterminer les possibilités et les moyens qu'exige un État bilingue dans dix, trente, ou cinquante ans. Une telle étude a pour avantage de situer sur le nombre nécessaire d'enseignants à avoir dans les deux langues, sur la qualité des structures scolaires à mettre en place, en somme des ressources matérielles et humaines sur lesquelles on pourrait compter pour un bilinguisme effectif dans le long terme. Tant dans l'enseignement de base, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur que dans l'enseignement technique, professionnel ou normal, il devient urgent d'œuvrer pour un bilinguisme pour le long terme. Pour ce faire, les actions devraient porter sur le volume horaire alloué à la deuxième langue et sur la qualité de l'enseignement fourni. Dans ces conditions, on aura assurément un bilinguisme scolaire équilibré et en rapport étroit avec les exigences de l'avenir.

Au plan social, c'est à la devise nationale qu'il faut s'en remettre. Si au Tchad celle-ci souligne la nécessité de s'unir à travers sa teneur : « unité, travail, progrès », au Cameroun c'est la notion de paix qu'elle fait prévaloir dans son contenu : « travail, paix, patrie ». Dans l'un ou l'autre des cas, reste souligner l'urgence de construire une nation solide, riche de sa diversité et respectueuse des différences sociologiques et anthropologiques de sa population. Tout indique que nos sociétés malgré les divergences qui les opposent se devraient d'agir ensemble vers un même but, celui de bâtir une nation tolérante, ouverte et forte de sa diversité. En ce sens, elles se devraient de développer un esprit de complémentarité et du rejet de l'isolement et de l'enfermement. Quelque en soit nos différences confessionnelles, culturelles, linguistiques, entre autres, celles-ci devraient en effet constituer des facteurs d'enrichissement et des motifs de fierté. Elles se présentent d'ailleurs comme d'excellents atouts qui pourraient servir d'opportunité de rapprochement entre des populations qui restent certes fondamentalement différentes par l'appartenance linguistique, l'obéissance religieuse, les colorations anthropologiques ou les considérations sociologiques mais se retrouvent autour d'une union sacrée au nom de la nation. De cette union, la nation en tire sa vitalité et fait prévaloir la philosophie du bien commun. Unis par le destin, ces populations se devraient de saisir cette opportunité pour promouvoir un esprit de paix et du vivre ensemble car l'histoire a fait que le Tchad et le Cameroun ont hérité des langues qui font partie aujourd'hui de leurs réalités modernes et contemporaines. Celles-ci devraient transformer cette opportunité au profit de la cohésion sociale. Ainsi, il devient urgent de taire toutes les divergences nées des conflits linguistiques et œuvrer pour une nation commune à tous ces fils et dont son patrimoine linguistique constitue une richesse à préserver. Notre nation, si nous la voulons prospère, émergente et qui nous offre le bien-être social, celle-ci a nécessairement besoin de toutes nos forces, quelque en soit notre apport. Elle ne saurait être construite dans un esprit fragmentaire et de particularisme. Il est à cet effet important d'assumer son passé et d'en faire même une valeur qui nous caractérise. Les langues ne sauraient aucunement dresser les groupes les uns contre les autres pour des différences qui sont les fruits de nos attitudes et nos représentations mentales. D'ailleurs le Tchad et le Cameroun, de leurs deux langues officielles, jouissent d'un impressionnant avantage à la fois économique, diplomatique, géopolitique, scientifique, social, culturel entre autres.

Conclusion

Le Tchad et le Cameroun à travers la mise en œuvre de leur politique linguistique ont favorisé l'émergence d'un conflit entre langues officielles. Le français, considéré prédominant dans les deux paysages sociolinguistiques se heurte à l'arabe dans le premier cas et à l'anglais dans le second. Cette situation a fait naître plusieurs conséquences puisqu'elle a réussi à dépasser le seul cadre linguistique. Par son extension extralinguistique, elle se ramène au domaine politique, social et tend à affecter la cohésion pacifique. Ainsi, entre communautés linguistiques, se développe des rivalités qui donnent à s'interroger sur le rendement des politiques linguistiques nationales. Divers préjugés, stéréotypes et attitudes enflent sur la coexistence des langues officielles dans le secteur formel tant au Tchad qu'au Cameroun. Les faveurs accordées à tel groupe linguistique au détriment de tel autre deviennent sources de conflits. Lesquels conflits se manifestent de plusieurs manières en fonction des facteurs qui les alimentent. La question est sur tous les niveaux de décision, elle mobilise toutes les ressources intellectuelles du pays. Au regard des effets malencontreux qu'elle produit, elle préoccupe toutes les forces vives de la nation. Ce qui nous a conduit à un appel à tous les acteurs scientifiques, politiques, sociaux en vue de multiplier les stratégies et d'encourager les réflexions sur le sujet afin d'aboutir à une solution efficace à défaut, réduire l'impact des conflits. De même, nous avons estimé nécessaire de lancer un appel afin d'aboutir à une réévaluation régulière du rendement des politiques linguistiques nationales en vue de rendre celles-ci plus efficace et empruntes des réalités sociales.

Références bibliographiques

- Alhabet, M. A. (1998). Conflit linguistique au Tchad : le dualisme arabe-français. In *Tchad : contentieux linguistique Arabe-français*. N'Djamena : Centre Al Mouna, 73-77.
- Al-Mouna, Centre (1998). Tchad : Contentieux linguistique arabe –français. N'Djamena : Centre Al-Mouna.
- Amara, A. (2010). Langues maternelles et langues étrangères en Algérie : conflit ou cohabitation ?. In *Synergies Algérie n° II*, 121-125.
- Aziber, A. (2021). Les Conflits Linguistiques en Afrique : essai d'étude comparée des situations sociolinguistiques du Tchad et du Cameroun, Thèse de Doctorat Ph/D. U. Y.I.
- Beyem, R. (1998). Le bilinguisme : un grand pas vers l'État arabo-musulman au Tchad. In *Tchad : contentieux linguistique Arabe-français*. N'Djamena: Centre Al Mouna.
- Biloua, É. (2007). Le partenariat anglais – français ou le problème anglophone au Cameroun. *Partenariat entre les langues perspectives descriptives et perspectives didactiques journées scientifiques inter-réseaux réseau dynamique des langues et francophonie*, 74-82.
- Bouthillier, G. & Meynaud, J. (1972). Le choc des langues au Québec 1760-1970. Montréal : Les Presses de l'Université de Québec.
- Eloundou Eloundou V. (2021). Question de bilinguisme officiel au Cameroun et construction des clichés identitaires : quelles interventions ?. In *Le bilinguisme et le multilinguisme camerounais en question : réflexions glottologiques et didactiques, langues et communication*, N° 8, Ifrikia, Interligne, 65-80.
- Hourmadji Doungor, M. (1998). Une revendication identitaire à soubassement politique et confessionnel. In *Tchad : contentieux linguistique Arabe-français*. N'Djamena : Centre Al Mouna, 101-106 .
- Mackey, W. F. (1976). *Bilinguisme et contact des langues*. Paris : Klincksieck.
- Ngamassu, D. (2007). Contacts/conflits des langues, représentations linguistiques et didactique du français en zone anglophone au Cameroun. In *Partenariat entre les langues perspectives descriptives et perspectives didactiques journées scientifiques inter-réseaux réseau dynamique des langues et francophonie*, 143-156.
- Ntahonkiriye, M. (1999). Alternance de langues et conflit linguistique: analyse des alternances intralexicales produites par les bilingues français-kirundi ». In *Revue québécoise de linguistique*,. (27)1, 89-106. [En ligne], consultable sur URL : <https://www.erudit.org/nonConforme.html>